

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
ZI la Bouriette
320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE

Rue Antoine Becquerel - CS 17216
11100 Narbonne

Références : -
Code AIOT : 0006606318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE implanté LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à la fuite de lixiviats découverte par l'exploitant le lundi 2 février 2026. Un arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2026-017 portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire a été signé par M. le Préfet de l'Aude le 4 février 2026 ainsi qu'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 16 février 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE

- LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne
- Code AIOT : 0006606318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Lambert IV exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée est une installation de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des ménages ou des entreprises de l'Aude et des départements limitrophes.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Collecter et traiter les lixiviats - Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/02/2026, article 2	Astreinte	5 jours
2	Étanchéité du bassin de lixiviats	AP de Mise en Demeure du 16/02/2026, article 3	Astreinte	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré une fuite de lixiviats dans le milieu naturel depuis le lundi 2 février 2026, l'exploitant n'est pas en mesure d'identifier l'origine de la fuite.

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant ne peut pas justifier de l'étanchéité des conduites de lixiviats, des 2 casiers de l'installation Lambert 4 et d'une partie du bassin de lixiviats. L'exploitant devra procéder au contrôle de tous les équipements contenant du lixiviats afin de s'assurer que tous les équipements sont étanches.

Il devra aussi s'assurer qu'aucune autre résurgence de lixiviats n'existe et que tous les lixiviats s'écoulant de l'origine de la fuite sont collectés dans la citerne qu'il a installé.

Le bassin de lixiviats devra être vidangé en totalité afin de s'assurer de son étanchéité à moins que l'exploitant confirme l'étanchéité par un autre moyen .

Une astreinte d'un montant de 500 € par jour est proposé suite au non respect de l arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 février 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecter et traiter les lixiviats - Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/02/2026, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Fuite de lixiviats
Prescription contrôlée : La société SUEZ RV Méditerranée, dont le siège social est situé rue Antoine Becquerel - ZAC la Coupe - 11100 NARBONNE, exploitant un stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Narbonne au lieu-dit « A la Combe du Mourel Redon » est mis en demeure de respecter : - dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• les dispositions des articles 3.4.2.2 et 5.4.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2018 susvisé en déterminant l'origine de la fuite de lixiviats et en colmatant la fuite afin de collecter et traiter les lixiviats avant rejet à l'extérieur du site ;• les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 4 février 2026 susvisé en inspectant l'ensemble des équipements (canalisations, casiers, drains) de l'installation Lambert 4 et Lambert 2, en mettant en œuvre toutes les actions nécessaires pour colmater la fuite et en démontrant l'étanchéité du bassin de lixiviats de Lambert 4 par tous les justificatifs appropriés (incluant sa vidange si nécessaire) ; - dans un délai de 3 jours à compter de la notification du présent arrêté : les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 4 février 2026 susvisé en réalisant les prélèvements et analyses de sédiments au niveau du ruisseau du Mourel Redon.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier les réponses suite aux visites d'inspection du 2 et 9 février 2026 détaillant les actions menées. Lors de la visite, les actions menées depuis la découverte de la fuite ont été détaillées et sont reprises ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- confinement de la fuite et mise en place d'un pompage afin de collecter les lixiviats au niveau de la résurgence et de les traiter dans le bassin de lixiviats (1 m³ par jour est pompé approximativement);- traitement des lixiviats afin de diminuer le niveau du bassin de lixiviats et de le contrôler, mise en place de deux STEP mobiles de traitement en plus de la STEP du site, le volume traité par jour sur les deux STEP mobiles est de 366 mètres cubes;- contrôle de l'étanchéité du bassin par la société Socna Sol, le rapport de contrôle précise que le bassin est étanche. L'exploitant a précisé que l'étanchéité a été justifiée jusqu'à une hauteur correspondant à environ 65 % de remplissage du fait de la technique employée. L'exploitant suspecte un défaut d'étanchéité entre la canalisation reliant les bacs de rétention de la STEP et le bassin de lixiviats (au niveau de la jonction);- canalisation entre les bacs de la STEP et le bassin de lixiviats a été bouchée le 6 février ; lors de la

visite il a été constaté que la résurgence de lixiviats est toujours présente ;

- contrôle par caméra des drains sous le bassin de lixiviats le 11 et 12 février et sous les casiers le 18 février 2026, pas de défauts remontés;

- analyse des lixiviats présents au niveau de la résurgence 2 fois par jour;

- prélèvement des Sédiments du ruisseau du Mourel Redon le 16/02/2026 et pris en charge par un laboratoire

- une étude hydrogéologique et hydro-géotechnique pour identifier l'origine de la fuite le 18 février 2026.

De plus, l'exploitant a indiqué :

- ne pas être en capacité de contrôler et de s'assurer de l'absence de fuites des 2 conduites transportant les lixiviats des casiers vers le bassin de lixiviats;

- ne pas avoir pu contrôler les casiers et l'étanchéité de la géomembrane autour des casiers;

- ne pas avoir constaté de lixiviats dans la rétention de la STEP ce qui permet d'exonérer cet équipement de l'origine de la fuite.

Lors de l'inspection, les drains sous le bassin de lixiviats et les casiers ont été ouverts, de l'eau claire s'est uniquement écoulee du drain sous casier. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une analyse des eaux sous un délai de 3 jours.

Les résultats d'analyses des lixiviats au niveau de la résurgence n'ont pas été réceptionnés par l'exploitant, l'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser des analyses en interne sur les échantillons afin d'avoir des résultats sur les éléments traceurs des lixiviats notamment DCO. L'exploitant a indiqué que certaines analyses avaient été réalisées en interne, ces analyses doivent être transmises à l'inspection sous un délai de 3 jours.

L'inspection a constaté que les lixiviats qui sortent d'un talus, au milieu de cailloux et terre, sont captés par l'exploitant dans une citerne pour ensuite être pompés vers le bassin de lixiviats. Il n'a pas été visuellement constaté de trace de lixiviats à proximité de la citerne ou dans le ruisseau, en aval immédiat de la résurgence. Cependant, la fuite de lixiviats impacte le sous sol de l'installation entre l'origine de la fuite et la résurgence et aucun élément ne nous permet de nous assurer que la fuite ressort uniquement au niveau de la résurgence.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer l'origine de la fuite. Il a indiqué avoir comme hypothèse une éventuelle fuite du bassin de lixiviats situé sur le site de Lambert 4, à 65 m environ de la résurgence de lixiviats. La résurgence identifiée de lixiviats n'a pas été colmatée.

Ainsi, il a été constaté un non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant attend les résultats de l'étude hydrogéologique cette semaine pour procéder ensuite à des mesures de traçabilité afin de pouvoir cibler l'équipement dysfonctionnel. L'exploitant doit transmettre l'étude à l'inspection dès réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais un plan d'actions permettant de :

- contrôler les équipements en contact avec du lixiviat qui n'ont pas été totalement contrôlés

(bassin de lixiviats, drains casier 1 et 2) ;

- déterminer l'origine de la fuite si celle-ci ne provient pas du bassin de lixiviats;

Les deux plan d'actions doivent être menées en parallèle afin de limiter au maximum la durée de la fuite de lixiviats dans le milieu.

L'exploitant doit transmettre les résultats d'analyses des piézomètres, des prélèvements dans le ruisseau amont aval et des lixiviats prélevés au niveau de la résurgence. Il doit également transmettre le rapport de l'hydrogéologue.

L'exploitant devra justifier de l'impossibilité de s'assurer de l'absence de fuites provenant de tous les équipements en contact avec du lixiviat (casier 1, casier 2, conduites, bassin).

Il entreprendra des investigations afin de confirmer que la fuite de lixiviats s'écoule uniquement par la résurgence identifiée et que tous les lixiviats provenant de la fuite sont collectés.

Les résultats des analyses des sédiments seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 5 jours

N° 2 : Etanchéité du bassin de lixiviats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/02/2026, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, étanchéité du bassin de lixiviats

Prescription contrôlée :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 4 février 2026 est complété avec les dispositions suivantes :

« La vidange complète du bassin de lixiviats peut être substituée par la transmission de tous justificatifs techniques démontrant formellement l'étanchéité totale actuelle du bassin .. Le rapport réalisé par une société reconnue pour son expertise dans ce domaine est transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

Une attention particulière est portée aux études techniques précédemment réalisées telles que les études hydrogéologiques et géotechniques fournies dans le cadre du dossier de demande d'autorisation et dans le cadre de la mise en exploitation des casiers et alvéoles de Lambert 4 afin d'évaluer les éventuelles couches étanches dans le sous-sol et les éventuels écoulements d'eaux souterraines ».

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport d'une société ayant analysé l'étanchéité de la géomembrane du bassin de lixiviats en date du 05/02/2026. Cette société atteste de l'étanchéité de la géomembrane jusqu'à une hauteur correspondant à environ 65 % de remplissage du fait de la technique employée. La totalité de l'étanchéité de la géomembrane n'a pas pu être attestée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit procéder à la vidange complète du bassin de lixiviats situé sur l'installation de Lambert 4 en l'absence de confirmation de l'étanchéité totale du bassin, comme demandé dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 5 jours